

Service de la Santé de la Protection Animale et de  
l'Environnement  
Rue Ferdinand Buisson  
BP 40019  
62022 ARRAS

ARRAS, le 05/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **CHAROLAIS (SCEA DU )**

9 RUE DE L EGLISE BP 7  
62120 SAINT-HILAIRE-COTTES

Références : DDPP62 2024 00066  
Code AIOT : 0056201563

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement CHAROLAIS (SCEA DU ) implanté 9 RUE DE L EGLISE BP 7 62120 SAINT-HILAIRE-COTTES. L'inspection a été annoncée le 08/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des ICPE pour l'année 2023

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHAROLAIS (SCEA DU )
- 9 RUE DE L EGLISE BP 7 62120 SAINT-HILAIRE-COTTES
- Code AIOT : 0056201563
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCEA du Charolais est connue au titre des ICPE par un arrêté d'autorisation du 9/04/2001 modifié par un arrêté complémentaire du 26/08/2013 pour un effectif de 900 bovins à l'engraissement répartis sur 2 sites :

- site 1 : Warenghem (communes de Norrent-Fontes et Saint-Hilaire-Cottes)
- site 2 : Le Château (commune de Saint-Hilaire-Cottes)

L'installation comprend également un atelier de 60 vaches allaitantes.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Capacité d'élevage	AP Complémentaire du 26/08/2013, Article 2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Stockage des effluents	AP Complémentaire du 26/08/2013, article Article 4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Modification d'une installation classée soumise à autorisation	Code de l'environnement du 01/08/2021, article Article R181-46 II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 09/04/2001, Article 7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 09/04/2001, Article 14	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Rejet des effluents	Arrêté Préfectoral du 09/04/2001, Article 15	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, Article 14	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Déchets	Arrêté Préfectoral du 09/04/2001, Article 23	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection physique n'a été effectuée que sur le site 1.

De nombreuses modifications ont été apportées à l'installation et n'ont pas été déclarées.

Les non-conformités relevées présentent un risque de pollution.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Capacité d'élevage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/08/2013, article Article 2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Capacité d'élevage
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'article 1er de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 9 avril 2001 est modifié comme suit :  Monsieur Philippe PRUVOST, représentant de la SCEA du Charolais, dont le siège social est situé 9 rue de l'Eglise, est autorisé à exploiter un élevage bovin sur les territoires des communes de NORRENT-FONTES et SAINT-HILAIRES-COTTES.</p> <p>Les animaux sont répartis de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le site 1 : lieu-dit « Warenghem »  communes de NORRENT-FONTES et SAINT-HILAIRES-COTTES  900 bovins à l'engraissement et 60 vaches allaitantes  dont 248 bovins à l'engraissement et 60 vaches allaitantes à NORRENT-FONTES  652 bovins à l'engraissement à SAINT-HILAIRES-COTTES</li> <li>le site 2 : « le Château » sur la commune de SAINT-HILAIRES-COTTES  60 génisses de renouvellement de moins de deux ans</li> </ul>
<p><b>Constats :</b>  Le site 1 de Warenghem compte un cheptel bovin dont les effectifs sont supérieurs à ceux autorisés, soit selon les déclarations des représentants du pétitionnaire, environ 1500 bovins présents au lieu de 900.  Le site de BOURS, connu sous le régime du RSD pour un atelier de 95 vaches allaitantes, compte selon leur déclaration 280 vaches allaitantes et la suite.  Le site 2 "le Château" loge des bovins à l'engraissement en plus des génisses de renouvellement reprises dans l'autorisation.</p>
<p><b>Observations :</b>  <b>Les exploitants doivent revenir aux effectifs de l'élevage initialement autorisés ou procéder à leur régularisation par le dépôt d'un dossier de porter à connaissance des modifications.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/08/2013, article Article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Stockage des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Le deuxième alinéa de l'article 10 « Stockage des effluents » de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 9 avril 2001 est modifié comme suit :  « Les fumiers raclés des pentes paillées sont stockés dans une fumière couverte d'une capacité de 531 m2. Les eaux brunes et souillées générées à proximité du parc de tri sont collectées et stockés dans une fosse d'une capacité de 5 m3. Les litières accumulées des aires paillées des sites 1 et 2 sont curées à l'issue d'une présence minimale de deux mois sous les animaux. Les fumiers qui en résultent sont déposés en bout de champ ou directement épandus. »
<b>Constats :</b> La fumière couverte existante sur le site de Warengthem a été réaffectée au logement de bovins à l'engraissement. Les fumiers des pentes paillées sont raclés et envoyés par un système d'évacuateur à chaîne vers une dalle bétonnée délimitée par deux murs. Les fumiers sont également stockés dans trois remorques réparties sur le site en vue de leur évacuation vers une unité de méthanisation, selon les déclarations du personnel présent, tous les deux jours.
<b>Observations :</b> La dalle bétonnée, nouvel ouvrage de stockage des effluents, n'est pas connue au titre des ICPE, ni sa capacité, ni la nature des matériaux utilisés pour garantir son étanchéité. La réaffectation de la fumière n'a pas été déclarée au titre des ICPE. Ces modifications seront intégrées dans le dossier de porter à connaissance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 3 : Modification d'une installation classée soumise à autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/08/2021, article Article R181-46 II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Modification
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Des modifications ont été apportées aux installations, notamment sur le site 1 : - la fumière couverte a été réaffectée en logement pour les bovins, - une nouvelle dalle bétonnée destinée à la collecte des fumiers raclés issus des pentes paillées a été créée et pourvue d'une chaîne d'évacuation, - le stockage d'aliments secs existant a été reconverti en logement pour les bovins avec un système de collecte des fumiers, - plusieurs silos bétonnés de stockage d'aliments ont été construits à proximité du cours d'eau,...
<b>Observations :</b> Toutes les modifications intervenues sur l'ensemble de l'installation (sites de Warengthem, du Château et de Bours) doivent être portées à la connaissance du préfet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/04/2001, article Article 7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Gestion des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> Les toits sont munis de gouttières pour la collecte des eaux pluviales qui sont évacuées sans stagnation et en dehors des secteurs sales vers un fossé, réseau d'égout ou tout autre dispositif d'infiltration à créer sur ce site agricole. Elles ne sont pas mélangées aux effluents d'élevage.
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales sont mélangées aux effluents d'élevage à plusieurs endroits du site 1. Ces eaux souillées sont évacuées vers le réseau de collecte des eaux pluviales et vers le milieu naturel.
<b>Observations :</b> <b>Toutes les dispositions sont prises pour supprimer le mélange des eaux pluviales avec les effluents de l'élevage.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Traitement des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/04/2001, article Article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Epandage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fumiers et effluents liquides de l'élevage sont traités par épandage sur des terres agricoles dans les conditions prévues aux articles 15, 16 et 17.
<b>Constats :</b> La gestion des effluents a été modifiée par rapport à l'arrêté d'autorisation : Une partie des effluents est traitée dans une unité de méthanisation sur un site extérieur (bordereaux fournis). Le reste est valorisé par épandage sur des terres en propre et des terres mises à disposition par M. Stérin Guillaume à Liettes (prêteur de terre non repris dans l'arrêté d'autorisation).
<b>Observations :</b> <b>La modification de la gestion des effluents sera reprise dans le dossier de porter à connaissance devant être déposé.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/04/2001, article Article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout rejet direct dans les eaux superficielles ou souterraines de fumiers ou d'effluents liquides est interdit.
<b>Constats :</b> Sur le site 1 de Warenghem : - De nombreux débordements de fumier ont été constatés à l'extérieur des bâtiments d'élevage dont le mode d'exploitation se fait en aire paillée intégrale. - Plusieurs dépôts de fumiers ont été observés à différents endroits en dehors des ouvrages de stockage des effluents, dont l'un à proximité immédiate du cours d'eau longeant le site. Ces non-conformités présentent un risque important de pollution du cours d'eau.
<b>Observations :</b> <b>Tous les dépôts de fumiers en dehors des ouvrages de stockage des effluents doivent être supprimés.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.  Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats :</b> Aucun justificatif attestant du contrôle annuel des installations électriques des sites n'a pu être présenté.
<b>Observations :</b> Un rapport du contrôle annuel des installations électriques des 3 sites sera fourni ainsi que tout document justifiant des travaux réalisés en cas de non conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/04/2001, article Article 23
<b>Thème(s) :</b> Élevage, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages doivent être stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution ou de nuisances (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
<b>Constats :</b> Il a été constaté sur le site 1 la présence de plusieurs tas de déchets (ficelles, bâches,...) ainsi qu'un dépôt de sacs de déchets emballés à l'extérieur en attente de leur collecte. Ces déchets sont stockés dans des conditions présentant un risque d'envol et de pollution.
<b>Observations :</b> Toutes les dispositions sont prises pour supprimer tout risque de pollution et d'envol des déchets et faire procéder à leur enlèvement de manière plus fréquente.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois